|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | REPUBLIQUE GABONAISEMinistère des Eaux et ForêtsSecrétariat Général |  | CONSERVATION JUSTICE  (+241) 04 23 38 65 luc@conservation-justice.orgwww.conservation-justice.org | C:\Users\HP\Pictures\Copie de logo muyissi.jpg | MUYISSI ENVIRONNEMENT(+241) 07873785 ladislasdemaison@gmail.com ongmuyissi.org |

**Projet ALEFI**

Appui à la Lutte contre l’Exploitation Forestière Illégale

RAPPORT D’ACTIVITÉS mai 2019

SOMMAIRE

*Points principaux* 2

*Investigations* 2

*Opération* 2

*Département juridique* 2

*Mission sociale* 3

*Communication* 8

*Conclusion* 10



# 1. Points principaux

1. Entretien avec le Chef de Bureau Forêts et le Chef de Bureau Faune pour être édifié sur la suite de la procédure de la mise en œuvre des Cahiers de Charges Contractuelles qui connait quelques blocages depuis un moment.

1. Entretien avec le parquet pour l’affaire Conservation Justice contre la société WCTS. Cet entretien a permis de voir les blocages qui persistent dans le suivi de ce dossier qui date de 2017. Il est apparu certaines difficultés dans le suivi de ce cas avec le Cabinet NKOULOU, conseil de Conservation Justice. En effet, le cas a à nouveau dû être reporté.
2. Mission de l’équipe sociale de sensibilisation Sud dans les villages Kanana, Peny, Yeno, Fanguindaka, Lambaréné-Kili, Boungounga et Bemboudié de la province de la Ngounié au cours de laquelle l’accent était mis sur la signature et le suivi des cahiers de charges contractuelles.

# 2. Investigations

Indicateur :

|  |  |
| --- | --- |
| Nombre d’investigations menées | 0 |
| Investigation ayant menées à une opération | 0 |
| Nombre de trafiquants identifiés | 0 |

Il n’y a pas eu d’investigations au cours de ce mois si ce n’est à travers le projet social.

# 3. Opération

Indicateur :

|  |  |
| --- | --- |
| Nombre d’opérations menées ce mois | 0 |
| Nombre de personnes arrêtées  | 0 |

Aucune opération n’a eu lieu ce mois de mai 2019 pour ce qui est lié au projet ALEFI.

# Département juridique

Le département juridique d’ALEFI n’a déféré aucune procédure en ce mois de juin 2019.

**4.1. Suivi des affaires**

Trois affaires ont été suivies, dont celle de WCTS, société pointée du doigt également par EIA et dans différents médias.

Indicateur :

|  |  |
| --- | --- |
| Nombre d’affaires suivies  | 3 |
| Nombre de condamnations | 0 |
| Affaires enregistrées | 0 |
| Nombre de prévenus | 3 |

**4.2. Visites de prison**

Indicateur :

|  |  |
| --- | --- |
| Nombre de visites effectuées  | 0 |
| Nombre de détenus rencontrés | 0 |

**4.3 Formations**

Il n’y a pas eu de formation portant sur le projet ALEFI au cours de ce mois de mai 2019.

# 5. Mission sociale

**DEROULEMENT DE LA MISSION :**

Dans le cadre du projet ALEFI, une mission a été menée au cours du mois de Mai à Mandji précisément dans les villages Kanana, Peny, Yeno, Fanguindaka, Lambaréné-kili, Boungounga et Bemboudié dans la province de la Ngounié. Le programme des rencontres est consigné dans le tableau 1.

**Tableau 1 : programme des rencontres**

Le résumé de la mission Sud ALEFI est repris ici.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Période** | **Lieu** | **Départements concernés** |
| 08/05/2019 | **Arrivée à Mandji**, puis installation. | Département de Ndolou |
| 09/05/2019 | civilités aux autorités et échange au sujet des activités de l’année 2018 et perspectives.Kanana (échange avec la communauté au sujet de la loi forestière et au conflit homme/faune). | Département de Ndolou |
| 10/05/2019 | Civilités et échange avec le chef de service des eaux et forets. Lambaréné-kili (échange avec la population au sujet de la mise en œuvre des projets). | Département de Ndolou |
| 11/05/2019 | Fanguindaka (échange avec les populations sur la mise en œuvres des projets, la signature des cahiers de charges avec BMG et Talis Bois et au conflit homme/faune). | Département de Ndolou |
| 12/05/2019 | Boungounga (Echange au sujet du dossier de FC et de celui de l’association. Appui à la signature du cahier de charge avec STB). | Département de Ndolou |
| 13/05/2019 | Bemboudié (Echange au sujet du début de l’exploitation de la FC et du conflit homme/faune). | Département de Ndolou |
| 14/05/2019 | Yéno (échanges au sujet de la loi forestière, de l’appui à la création d’une association et à la mise à jour du cahier de charge). | Département de Ndolou |
| 15/05/2019 | Peny (échange au sujet de l’appui des deux ONG à la création de l’association, à la mise à jour du cahier de charges et au conflit homme/faune). | Département de Ndolou |
| 16/05/2019 | **Mandji** (faire le point avec le préfet, le CC et faire des recommandations). Enquete dans la zone de Bikourou (deux débardages douteux). | Département de Ndolou |
| 17/05/2019 | Retour sur Mouila. | Département de Ndolou |

# 6. Communication

Indicateur :

|  |  |
| --- | --- |
| Nombre de pièces publiées | 0 |
| Télévision | 0 |
| Internet | 7 |
| Presse écrite | 0 |
| Radio | 1 |

Au cours du mois de mai 2019, le projet ALEFI a produit 7 pièces Internet et 1 pièce radio.

Les articles sont disponibles sur plusieurs médias, et notamment sur le site Internet, la page Facebook et la chaine YouTube du projet.

Website: <http://www.conservation-justice.org/CJ/>

Facebook: <https://www.facebook.com/Conservation-Justice-163892326976793/>

YouTube: <https://www.youtube.com/user/ConservationJustice>

Relations extérieures

De nombreuses rencontres ont été organisées comme présenté ci-dessous.

Indicateur :

|  |  |
| --- | --- |
| Nombre de rencontres | 70 |
| Suivi de l’accord de collaboration  | 29 |
| Collaboration sur affaire | 03 |

Le projet AALF a tenu plusieurs rencontres avec les autorités gabonaises.

**Estuaire** : la police judiciaire, l'avocat en charge des dossiers, le Directeur de la lutte contre le braconnage, le Directeur de services des surveillances de la douane, le conservateur senior de l’ANPN, Interpole, gendarmerie nationale, police nationale, Directeur des suretés urbaine et la brigade anti-drogue, point focal CITES et le WWF;

**Moyen-Ogooué** : Le Chef de Bureau Forêts et le Chef de Bureau Faune aux fins d’être édifié sur la suite de la procédure de la mise en œuvre des Cahiers de Charges Contractuelles qui connait quelques blocages depuis un moment ;

Le Secrétaire Général de Province, le Chef de Cabinet du Gouverneur du Moyen-Ogooué et le 1er Vice Président du Conseil Départemental aux fins, non seulement de leur présenter les civilités, mais aussi solliciter leur intervention auprès de Mme le Gouverneur pour accélérer le processus de mise en œuvre des CCC, actuellement bloqué au niveau de la DP ;

Le Président du TPI de Lambaréné, le Procureur de la République, le Procureur adjoint, les substituts et le 1 er juge d’instruction : Il était question de présenter les civilités et remercier les uns et les autres pour leur présence lors de la formation des OPJ. Concernant particulièrement le Parquet, il était surtout question de renforcer la collaboration avec CJ.

Le Commandant de groupement de la Gendarmerie, le commandement de la Brigade centre de Gendarmerie, le Commandant de la Brigade nautique, le Chef d’antenne PJ et le chef d’antenne adjoint de la DGR. Des échanges ont porté sur la mise en œuvre des stratégies de lutte contre l’exploitation forestière illégale ;

Le Commandant de la sûreté Urbaine (Police) et le Chef du Personnel du peloton mobile de la Gendarmerie : Remerciements et présentation du projet ALEFI de CJ et les stratégies de collaboration ;

**Ngounié:** Au cours du mois de mai 2019 le suivi de collaboration avec les partenaires principaux de l’administration des Eaux et Forêts et le maintien du contact avec les Unités des forces de l’ordre et les autorités judiciaires ont été assurés. A cet effet, au titre du suivi de l’accord de collaboration, les services et agents des Eaux et Forêts du ressort de la province la NGOUNIE et de la NYANGA ont été visités l’intérêt de collaborer pour lutte efficace contre l’exploitation forestière illégale. En outre, en plus du maintien de la collaboration avec les unités des forces de l’ordre à Tchibanga et Mouila (B2, PJ, DGR, Gendarmerie), un accent particulier a été mis sur les stratégies de lutte contre l’exploitation forestière illégale dans la province des hauts responsables politiques de la province. Il en a également été de même des rencontres avec autorités judiciaires, les Procureurs de la République de Tchibanga et Mouila, les substituts, des juges du siège, les Secrétaire du Tribunal et Cour d’appel de Mouila, les vice-présidents du Tribunal, Greffier en chef adjoint du Tribunal de Première Instance de Mouila. Ces rencontres ont aussi permis de vérifier s’il existait un rôle ou contentieux concernant des audiences relatives à l’exploitation forestière illégale pouvant amener Conservation Justice à se constituer partie civile.

**Ogooué-Ivindo**: Les deux juristes qui ont effectué la mission en vue d’une opération à Makokou en ont profité pour rencontrer certains partenaires. Il s’est agit des rencontres de collaboration et de suivi des affaires liées aux plaintes de Conservation Justice contre la société WCTS, KHLL et SUNRY Gabon pour exploitation forestière illégale. Au titre desdites rencontres, on note en effet celles avec du commandant de l’antenne provinciale de la Police Judiciaire, Madame le procureur, de Mme le juge d’instruction, Madame le président du tribunal et substituts.

**Woleu-Ntem**: en vue du renforcer la collaboration pour une meilleure lutte contre l’exploitation forestière illégale, plusieurs rencontres ont eu lieu. Il s’agit de celles avec le Directeur provincial des Eaux et Forêts, le responsable contentieux et celui de la forêt. Aussi, il y a eu des rencontres avec les unités de force et de sécurité de la province parmi lesquels, la Direction des Générale des Recherches, la Police Judiciaire, la mairie de la commune d’Oyem et le secrétariat de province, la préfecture, le Secrétariat Général du Gouverneur, les antennes de Police Judiciaire, du B2 et gendarmerie, le Parque de la République et Doyen des juges.

Au total, au moins 39 rencontres ont été tenues.

# 7. Conclusion

En définitive, le projet ALEFI a enregistré pour le mois de mai 2019 deux (02) principales activités au niveau juridique : la suite de la procédure de la mise en œuvre des Cahiers de Charges Contractuelles qui semble connaître quelques blocages depuis un moment dans la Ngounié et le suivi de deux cas en instruction dans le Woleu-Ntem : KHLL et SUNLY en instruction et WCTS au parquet. Le suivi de trois affaires révèle une lenteur récurrente dans la finalisation de la procédure.

Il faudrait cependant noter que plusieurs rencontres avec les acteurs de lutte contre l’exploitation forestière ont eu lieu à Makokou. Il s’agissait, aussi bien de renforcer la collaboration que voir les méthodes de renforcement de la lutte contre l’exploitation forestière illégale.